



La meilleure ordonnance contre le coronavirus : la réponse collective

Depuis **Ca la Dona**, espace d'action féministe à Barcelone réunissant une grande variété de projets et groupes féministes, et alors que nous vivons ce moment critique d'urgence sanitaire provoquée par le coronavirus, nous souhaitons faire part de nos réflexions. Nous le faisons par responsabilité et parce que nous nous soucions de la vie, de la qualité et de la dignité de toutes les vies.

En espérant que cette crise soit passagère et aussi courte que possible, il nous faut parvenir en tant que société, à titre individuel comme à titre collectif, à tirer le meilleur parti possible de cette situation douloureuse, dès à présent et avec l'avenir à l'horizon.

Cette urgence suscite des sentiments contradictoires, car nous, féministes, sommes tiraillées entre la discipline qu'on nous impose et le besoin que nous ressentons de nous rebeller et d'exercer notre conscience critique. Nous nous trouvons dans une situation exceptionnelle, qui met à rude épreuve les différentes ressources de la société et celles des citoyen-ne-s. C'est une bonne occasion d'enfin accorder aux soins, à la solidarité, à l'entraide et au vivre ensemble la valeur qu'ils méritent. Aujourd'hui plus que jamais, la vie doit être mise au centre et reléguer l'individualisme et la culture de la peur en dernière place. Ces valeurs féministes sont la meilleure des ordonnances contre le coronavirus.

L'état d'alerte a été décrété et un appel a été lancé à la fermeture des commerces et au confinement, mais aucune consigne gouvernementale n'a été donnée pour une réponse collective. Bien que nous soyons confinées chez nous, l'organisation doit être collective et de fait, nombreuses sont les initiatives qui se font jour, peu à peu, au sein des communautés.

Depuis des années nous tirons la sonnette d'alarme sur la crise du soin, dont la pandémie de COVID-19 est une illustration catastrophique. Cette crise n'a rien d'un mirage, elle est bien réelle car elle a provoqué l'effondrement des systèmes de soins. Il ne s'agit pas d'un fait conjoncturel, la crise du soin est structurelle. Nous vivons sous un régime et un discours patriarcal qui impose l'individualisme. Il s'avère donc essentiel de changer de paradigme, de changer le modèle néolibéral fondé sur la croyance en l'autosuffisance individuelle et de placer définitivement le soin des vies au centre. Nous, féministes, ne cesseront jamais de le répéter.

Une fois de plus nous voulons alerter sur la situation des soins. Dans ce contexte extrême, il ne s'agit pas d'entraver les mesures prises, mais nous ne pouvons manquer d'exprimer notre inquiétude quant à certaines de ces mesures, car nous pensons qu'elles risquent d'aggraver la crise.



Ca la DONA
Un espai d'acció feminista

- Nous restons chez nous sans aucune connaissance d'éventuelles mesures de compensation financière (si tant est qu'elles existent).
- Les nouvelles admissions en résidence sont interdites, sans expliquer pour autant comment s'occuper des personnes dépendantes.
- Nous ne savons pas ce qui arrivera aux migrantes sans droits à la santé ni aux mineur·e·s non accompagné·e·s qui vivent dans la rue dans la misère la plus totale.
- Les employées de maison continuent de travailler dans les foyers, au risque d'être contaminées.
- Les familles qui endurent des situations de violences machistes chez elles restent exposées au risque de la présence continue de l'agresseur.
- Les victimes de violences sont isolées et sans possibilité de fuir leur agresseur.
- La situation dans les prisons et dans les centres de rétention administrative est inhumaine et nous n'avons connaissance d'aucune mesure prise pour faciliter le confinement exacerbé pour des questions de santé.
- Nous n'avons aucune connaissance du traitement réservé aux personnes réfugiées et sans-abri.

Nous pourrions continuer d'énumérer tous les points qui nous préoccupent, mais nous souhaitons que notre démarche aille au-delà de l'alerte sur les risques. Nous voulons faire des propositions.

Nous pensons qu'il est nécessaire de compter sur la société civile, avec les différents mouvements sociaux, avec les mouvements féministes qui transformons la société, avec les associations de travailleuses et aides à domicile (dans leur grande majorité immigrées et très souvent sans papiers), avec les organisations du « secteur tertiaire », et avec tou-te-s les acteur·rice·s sociaux·les (syndicats, collectifs de quartiers et de voisin·e·s...), pour coordonner et donner une réponse efficace et rationnelle à la situation que nous vivons.

Jusqu'ici, notre société a vécu concentrée sur les marchés et les logiques néolibérales, et nous constatons désormais que nous ne sommes pas prêtes à protéger la vie, les vies des personnes. Les dernières crises se sont acharnées sur les populations, surtout les plus vulnérables, en raison des coupes budgétaires dans le domaine de la santé et des services publics. La situation des soignantes dans les résidences et les foyers est inadmissible à cause du manque de services publics de soins à domicile.

Les groupes sociaux les plus pauvres, en particulier les femmes âgées, qui n'ont eu de cesse de prendre soin de la vie des autres, doivent faire face à un effondrement social car nous ne sommes pas préparées à répondre à ces crises de la dépendance et de l'écodépendance. Ce n'est qu'en changeant de paradigme social que nous pourrions vivre dignement. Le monde nous le réclame à cor et à cri ! Il nous sera impossible de sortir de cette crise si nous ne modifions pas les logiques capitalistes et patriarcales, en mettant au centre la vie et les soins. Bien plus qu'une pandémie, c'est une véritable crise du soin !

Ce n'est qu'ensemble que nous surmonterons cette situation. La réalité de cette crise fait montre d'une vitesse vertigineuse et il n'y a plus de temps à perdre. Nous sommes inquiètes car nous savons que la violence machiste, malheureusement, n'offre pas de répit, elle ne met pas en quarantaine et peut même s'aggraver.

On nous impose des mesures autoritaires, hiérarchiques et centralisatrices au nom de la santé. L'état d'alerte implique de rendre l'ordre public prioritaire par rapport aux nécessités des un·e·s et des autres et de laisser le contrôle de la situation à la volonté des forces de sécurité, avec des mesures régies par la loi de sécurité publique (loi « bâillon ») et le Code pénal. Au lieu de mobiliser une réponse collective, c'est l'armée qui est envoyée dans les rues pour contrôler les citoyen·ne·s et, si la situation empire, la répression contre d'éventuelles actions de protestation n'est pas à exclure.

We gather below some demands that we share with other social and neighborhood movements:

- Nous défendons nos systèmes publics de santé et de protection sociale pour tou-te-s, après des décennies de pensée unique néolibérale.
- Nous défendons le Revenu de base universel et inconditionnel, comme élément essentiel pour garantir la dignité des citoyen-ne-s et lutter contre la misère, avec des politiques fiscales adéquates.
- Nous exigeons que les prestations des travailleurs du régime général de la Sécurité sociale soient étendues aux travailleuses et aides à domicile en régime spécial.
- Des équipements adéquats de protection pour la réalisation des tâches de soin doivent être facilités pour toutes les travailleuses à domicile, employées de maison, aides à domicile, etc., car elles sont exposées à la contagion, comme tout personnel sanitaire.
- Nous exigeons la réquisition de la totalité des ressources sanitaires privées pour les mettre au service de l'intérêt général, avec injection d'argent et de moyens pour prévenir l'effondrement du système sanitaire.
- Nous exigeons l'ouverture des services des hôpitaux publics fermés suite aux coupes budgétaires, et qui sont aujourd'hui indispensables, avec l'engagement de les maintenir a posteriori pour revenir au niveau de qualité précédant la crise financière.
- Un moratoire sur le paiement des loyers est nécessaire.
- Un moratoire sur le remboursement des prêts est nécessaire.
- Nous exigeons l'arrêt des expulsions.
- Nous exigeons la couverture à 100 % des salaires, y compris les compléments des travailleuses affectées par le virus ou en confinement préventif, sous le même régime qu'un accident de travail ; nous demandons que la prise en charge de ce coût ne soit pas effectuée par la Sécurité sociale mais par les mutuelles.
- Nous exigeons la couverture économique des soins et la couverture à 100 % du salaire comme mesure exceptionnelle pour les travailleur-se-s ne pouvant se rendre sur leur lieu de travail car contraint-e-s de s'occuper de personnes tierces affectées par le virus, convalescentes ou affectées par la fermeture des établissements scolaires, des résidences de personnes âgées et des centres de jour.
- Il faut faire cesser tous les ERE et ERTE (procédures espagnoles de licenciements économiques, restructurations de l'emploi et suspension temporaire des contrats) initiées par le patronat ou que le patronat entend initier pendant cette période d'urgence.
- Un plan de soutien aux travailleurs-se-s autonomes est nécessaire, avec exonération du paiement de leurs cotisations sociales et couverture économique pour toutes les personnes pour qui il est impossible d'effectuer leur travail en raison des mesures de confinement, de la maladie ou parce qu'elles doivent s'occuper de personnes tierces affectées directement ou indirectement par le virus.
- Nous exigeons également que les travailleuses du sexe aient accès à toutes les ressources publiques disponibles pour couvrir leurs nécessités de base.
- Un programme d'information de la population est nécessaire: une information quotidienne, didactique, claire et rigoureuse de la situation réelle, que les médias de masse seront tenus de respecter, pour calmer la population et lutter contre les infox et les informations confuses et alarmistes.



Nous restons vigilantes, en surveillant de près la façon dont seront mises en place les mesures que nous exigeons au gouvernement central, de Catalogne et de notre ville.

Nous rappelons que nous, mouvements féministes, avons la capacité de mobiliser et d'organiser la base de la société et qu'il est donc indispensable que la voix et les demandes féministes fassent partie de tous les espaces de dialogue entre pouvoirs publics et acteur-ric-e-s sociaux-les.

Nous appelons à participer aux initiatives d'entraide et de soutien mutuel qui se mettent en place dans les quartiers et les villages.

Toutes ensemble, nous surmonterons cette crise !